

Déclaration de politique budgétaire 2012

1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire qui suit fait renvoi aux articles 9 et 10 de la Loi N°6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE), auxquels elle est conforme.

L'article 9 stipule que le gouvernement doit :

- préciser quelles sont ses politiques économiques et financières, y compris celles qui se rapportent à des variables fiscales et économiques essentielles ; et
- faire état de la discipline à laquelle il souscrira dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 stipule que le gouvernement doit :

- faire état de ses **objectifs à long terme** en matière de politique fiscale pour ce qui est des principales variables économiques et fiscales ;
- préciser quelles sont les principales **priorités stratégiques** sous-tendant la préparation du budget ;
- indiquer quelles sont les **cibles** du gouvernement quant aux variables fiscales et économiques ; et
- apporter une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
 - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels qu'énoncés à l'article 22 de la Loi FPGE ; et
 - b. compatibles avec la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice écoulé, c'est-à-dire que les politiques demeurent cohérentes dans le temps, ou que toute dérogation à ces dernières a fait l'objet de justifications.

Conformément à l'article 10, le gouvernement confirme que les objectifs de la politique fiscale, les priorités stratégiques et les intentions sont compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable, tels que spécifiés à l'article 22 de la Loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique et, dans l'ensemble, cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour 2011.

Hon. Moana Kalosil Carcasses
Le Ministre des Finances et
de la Gestion économique

Georges Maniuri
Le Directeur général
Ministère des Finances et
de la Gestion économique

2. Politiques économiques et financières

La loi de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique précise les principes de gestion fiscale responsable, ce qui implique que le gouvernement doit poursuivre des politiques budgétaires qui :

- garantissent que les emprunts de l'État se maintiendront à des niveaux maîtrisables ;
- permettent d'entretenir les éléments d'actif de l'État en bon état ;
- permettent de gérer avec prudence les risques fiscaux ;
- maintiennent des taux de fiscalité stables et prévisibles.

La plus haute priorité du gouvernement pour l'exercice 2012 est de maintenir la croissance économique du pays et le bien-être de tous les vanuatais de manière financièrement durable, sans compromettre la croissance économique à l'avenir.

Le gouvernement y parviendra grâce à une gestion saine des finances publiques et en respectant des politiques fiscalement responsables. Selon l'article 22 de la Loi FPGE, le gouvernement est tenu de respecter des "principes de gestion fiscale responsable" qui sont énoncés dans l'encadré ci-contre.

Principes d'une gestion fiscale responsable

1. réduire et ensuite gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le niveau de l'endettement total à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que le total de l'ensemble des dépenses de l'État pour chaque exercice soit inférieur au total de l'ensemble des recettes perçues au cours du même exercice ;
2. réaliser et maintenir une valeur publique nette à des niveaux qui permettent d'interposer un tampon pour parer à des facteurs qui pourraient avoir un impact négatif sur cette valeur à l'avenir ;
3. gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'État s'expose ; et
4. poursuivre des politiques qui sont compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition pour les années à venir.

3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du gouvernement reposent sur les "principes d'une gestion fiscale responsable" applicables en vertu de l'article 22 de la Loi FPGE de 1998 et comprennent :

1. les priorités budgétaires pour 2012 ;
2. les cibles économiques et fiscales en 2012 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme.

a) Les priorités en ce qui concerne le budget 2012

Après mûre réflexion, le gouvernement a retenu des domaines prioritaires énoncés dans le plan directeur “Planifier à long terme, Agir à court terme” pour la période des quatre années à venir. En 2012, le gouvernement restera prudent pour réaliser ses politiques actuelles, telles énumérées ci-dessous :

- faciliter l'accès à l'enseignement primaire et aux programmes de développement de la jeunesse, ainsi qu'aux possibilités d'emploi ;
- mettre en valeur la bonne gouvernance via le renforcement de la responsabilisation et de l'état de droit, la réduction de la corruption, ainsi que le maintien de la transparence dans les charges et instances publiques ;
- veiller à une mise en valeur équitable et durable des terres et des ressources naturelles ;
- assurer des services d'infrastructure fiables et accessibles ;
- mettre en valeur un environnement favorable au secteur productif ;
- permettre un milieu propice aux affaires commerciales
- assurer des soins de santé de qualité ;
- poursuivre la décentralisation et le renforcement institutionnel ;
- mettre en valeur les processus démocratiques qui permettront une stabilité politique ; et
- renforcer la sécurité et l'état de droit.

Le gouvernement continuera de mener des politiques favorables à l'amélioration de l'économie, en apportant une attention particulière aux problèmes qui pèsent sur les perspectives de croissance. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement continuera à surveiller et mener des réformes des entreprises d'État et de services publics là où c'est nécessaire. Il est également d'une haute importance qu'il facilite le déroulement paisible de l'élection générale de 2012.

(b) Politiques fiscales

La première priorité du gouvernement en 2012 est de gérer avec efficacité son budget de manière à favoriser la croissance économique et assurer une distribution des avantages de cette croissance à toutes les communautés de Vanuatu. Le gouvernement continuera de mener des politiques qui encouragent une croissance entraînée par le secteur privé et s'assurera à ce que la croissance à long terme des entreprises d'État reste productive.

(c) Mise à jour économique en 2012

D'après les perspectives de l'économie mondiale de janvier 2011, la FMI a révisé à la hausse de ¼ de pourcentage ses prévisions de la croissance économique mondiale par rapport à celles de 4,5 pourcent faites en octobre pour l'année 2011. On s'attend à ce que la croissance mondiale soit plus marquée dans les marchés émergents. À l'avenir, on s'attend à ce que la croissance de la production mondiale augmente d'un autre 4,5% en 2012.

Toutefois, des questions se posent sur la croissance mondiale lors de la hausse spectaculaire de l'importance et la volatilité du mouvement de capitaux vers les économies émergentes. En parallèle, les risques de l'inflation mondiale restent élevés en 2011. Cela s'explique par une forte demande contre un retour d'offre médiocre aux conditions rétrécies du marché. D'autre part, le chômage dans les pays à économie avancée reste élevé. On s'attend à voir les prix des produits de base autre que le pétrole augmenter en 2011 grâce aux conditions climatiques. Ceci grèvera à son tour les budgets des ménages à faible revenu et commencera à s'introduire dans l'inflation des prix globale des économies.

La croissance économique réelle du pays compte augmenter raisonnablement de 3% en 2011 et 4% en 2012, poussée par les secteurs de services, de l'industrie et de l'agriculture. Cependant, étant donné les déséquilibres de la croissance mondiale, il y a des risques de perte en cas de baisse aux prévisions du PIB. Grâce à un taux de chômage élevé dans les pays à économie avancée, combiné aux agitations politiques dans les pays exportateurs de pétrole, au désalignement des taux de change dans les pays en voie de développement et à l'économie soumise aux catastrophes naturelles, la reprise de l'économie nationale est loin d'être certaine.

L'indice national des prix à la consommation a augmenté en 2010 de 2,8% en moyenne pour se mettre à la hauteur de 135,8 avec un taux d'inflation annuel de 3,4% relatif à 2009. L'augmentation du niveau des prix est survenue en réponse des facteurs extérieures et des conditions économiques améliorées à l'étranger, qui ont obligé Vanuatu à subir des prix d'importation élevés. En conséquence, cela reflète aussi la monétisation du déficit budgétaire en 2010. Il se peut que la croissance d'inflation annuelle dépasse les prévisions annuelles de la BRV de 3 à 4 pourcent en 2011, avec des pressions intensives venant du secteur fiscal et de l'étranger.

(d) Gestion budgétaire

Le gouvernement s'engagera à obtenir un budget équilibré en 2012, en accord avec les politiques et priorités budgétaires de 2012. Les principes de la gestion fiscale responsable, présentés à l'article 22 de la Loi relative aux FPGE, aideront et guideront le gouvernement à gérer ses recettes et dépenses à des niveaux prudents afin d'obtenir un budget équilibré en 2012.

(e) Endettement et emprunts

Le gouvernement continuera de veiller à ce que la dette publique reste à un niveau gérable en 2012 et au delà. Ceci va apporter un tampon qui permettra d'absorber les chocs défavorables à la position fiscale de l'État. Ce dernier veillera à ce que les emprunts extérieurs et intérieurs servent uniquement à financer des projets d'investissement en capital susceptibles de générer d'autres moyens et de rendements financiers élevés afin de les rembourser pour les générations futures qui vont en hériter.

(f) Recettes et taxes

La priorité de l'État en matière de recettes est de maximiser les perceptions en étendant l'application vers les îles et en renforçant la conformité et l'administration des taxes en vigueur. Une conformité améliorée en ce qui concerne les droits à l'importation, le droit d'accise, la TVA et la Loi sur les licences d'exploitation des commerces y apportera assistance. Le gouvernement continuera à minimiser les exonérations et à accorder plus d'importance à la collecte des dettes d'imposition, en appliquant, en cas de nécessité, des mesures disciplinaires contre les personnes concernées. De la même manière, il se contentera d'améliorer l'effectivité et l'efficacité de la perception de recettes tout au long de l'année.

(g) Politiques eu égard aux programmes des dépenses

Les priorités de l'État en terme de programmes de dépenses sont de continuer à apporter un financement suffisant pour la prestation de services essentiels et de s'assurer que les niveaux de dépense ne dépassent pas les montants prévus au budget. Le gouvernement espère également faire de sérieuses économies là où c'est nécessaire, dans tous les ministères, services, organes constitutionnels en 2012, par rapport au budget de la précédente année. La maximisation de la productivité reste la cible principale des programmes et activités approuvés, pour ajouter de la valeur à l'usage du fonds public qui est déjà très limité. Les conclusions du rapport sur la réglementation 2.2 ont identifié des domaines qui ont besoin de nouvelle répartition, de réduction et de prévisions budgétaires réalistes. Donc, le gouvernement veillera à améliorer l'efficacité, supprimer les frais parasites, appliquer la stricte discipline financière et imposer des mesures punitives si nécessaire. Ces efforts doivent permettre la viabilité des finances publiques et font partie des objectifs de l'État dans le but d'obtenir une meilleure qualité, une efficacité plus importante et une responsabilisation améliorée de service.

4. Nouvelles propositions de principe

Chaque année, le gouvernement affecte des fonds pour de nouvelles propositions de principe qui sont compatibles avec les principales priorités de l'État.

Les nouvelles propositions de principe qui s'inscrivent dans les grands axes énoncés en 3.a) ne pourront être prises en considération pour un financement en 2012 que si elles :

- arrivent à tenir dans l'ensemble de l'enveloppe fiscale ;
- ont été bien étudiées et détaillées proprement de façon à renforcer les politiques et programmes essentiels du gouvernement ;
- cadrent avec la capacité du ministère à les mettre en oeuvre suivant le calendrier proposé ;
- sont susceptibles d'aider à l'expansion et au taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement renouvelables au cas où elles deviennent des activités récurrentes.

Le budget 2012 inclura des nouvelles propositions de principe financées par des bailleurs de fonds, qui ont été mises au point pour mettre en oeuvre les priorités politiques du gouvernement, comme l'accès à l'enseignement primaire. Cela permettra de garantir que les financements venant des bailleurs de fonds passent par le système de gestion budgétaire de l'État et s'alignent sur la priorité gouvernementale. La fusion de ces deux axes de financement devrait conduire à une rationalisation plus pointue. Grâce à ce nouveau procédé d'intégration budgétaire, le gouvernement sera en mesure de mieux gérer les implications de coûts de fonctionnement et donc d'assurer la pérennité des projets d'investissement dans des services d'utilité publique essentiels.

5. Cibles économiques et fiscales en 2012

Pour le cas où il devrait faire face à des bouleversements dans l'économie intérieure, le gouvernement va continuer d'appliquer des politiques susceptibles d'assurer l'équilibre budgétaire en 2012. Le taux de croissance économique prévisionnel pour l'exercice 2012 est estimé à 4,0 pourcent en termes réels, moyennant un taux d'inflation de l'ordre de 3 à 4 pourcent.

Cibles budgétaires en 2012	Objectifs fiscaux à long terme
Balance budgétaire Budget équilibré	Le budget de fonctionnement affiche une balance positive à moyen terme
Recettes Les recettes de fonctionnement sont prévues de correspondre à au moins 19% du PIB	Disposer d'une base de recettes élargie, avec des recettes suffisantes pour atteindre l'objectif de la balance budgétaire. Les recettes récurrentes doivent atteindre au moins 22% du PIB.
Dépenses Les dépenses de fonctionnement sont prévues de correspondre à 19% du PIB	S'assurer que les dépenses sont compatibles avec l'objectif de la balance budgétaire
Endettement La dette publique reste dans des limites maîtrisables	Gérer la dette à des niveaux prudents de façon à ce que sa part du PIB reste au dessous de 40%
Croissance économique Prévisions de croissance de 4%	Taux de croissance économique annuel en moyenne supérieur au taux de croissance démographique (2,3%)
Inflation Prévisions d'inflation de 3 à 4%	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4%

6. Conclusion

La préparation du budget 2012 s'appuiera sur les politiques et priorités actuelles du gouvernement. Le budget sera préparé suivant les "principes de gestion fiscale responsable" et les objectifs fiscaux à long terme du gouvernement.

Le gouvernement restera prudent dans toutes les prises de décision, en dépit de l'élection en 2012 ; il prendra une responsabilité sérieuse et sur le plan financier afin d'obtenir un budget sûr, gérable et équilibré pour 2012.